



SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

**Commune
des
Anses d'Arlet**

COMPTE RENDU ANNUEL 2008



SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX

SOMMAIRE

1. COMMENTAIRES GENERAUX.....	2
1.1. PRESENTATION GENERALE DU SERVICE	2
1.1.1. Description.....	2
1.1.2. Présentation de la Société Martiniquaise des Eaux	2
1.1.3. La qualité de service	4
1.1.3.1. La démarche qualité de la SME.....	4
1.1.3.2. Le baromètre satisfaction clients	4
1.1.3.3. La qualité de l'eau et des prestations	6
1.1.3.4. Le service client.....	8
1.1.4. Evolution de la réglementation.....	10
1.1.5. Orientation pour l'avenir.....	12
1.1.5.1. Schéma Directeur de Zonage Assainissement	12
1.1.5.2. Réhabilitation des stations d'épuration	12
1.1.5.3. Réhabilitation des réseaux	12
1.1.5.4. Le devenir des boues de stations de traitement d'eaux usées	12
1.1.5.5. L'assainissement non collectif.....	15
1.1.6. Les faits marquants 2008.....	16
1.1.7. Indicateurs techniques	17
1.1.7.1. Indicateurs de performance.....	17
1.1.7.2. Usagers assainissement collectif.....	19
1.1.7.3. Assainissement non collectif	19
1.1.7.4. Réseaux et postes de refoulement	19
1.1.7.4.1. Descriptif patrimonial.....	19
1.1.7.4.2. Fonctionnement des réseaux	20
1.1.7.4.3. Fonctionnement des postes de refoulement	20
1.1.7.5. Fonctionnement des stations de traitement d'eaux usées	20
1.1.7.5.1. Descriptif patrimoniale	20
1.1.7.5.2. Fonctionnement des stations.....	21
1.2. INDICATEURS FINANCIERS	22
1.2.1. Tarifs.....	22
1.2.2. Prix de l'eau.....	23
2. RESEAU DU BOURG	25
2.1. SCHEMA D'ENSEMBLE	25
2.1.1. Principe de fonctionnement	25
2.1.2. Localisation.....	26
2.2. INVENTAIRE DES OUVRAGES	27
2.2.1. Réseaux de collecte.....	27
2.2.3. Postes de refoulement	28
2.2.4. Station de traitement d'eaux usées du Bourg	30
2.3. FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES	31
2.3.1. Réseaux du Bourg	31
2.3.2. Postes de refoulement	31
2.3.3. Station de traitement d'eaux usées du Bourg	32
2.4. LIMITES DES OUVRAGES ET PROJETS DE RENFORCEMENTS	33
2.4.1. Réseaux eaux usées.....	33
2.4.2. Postes de refoulement	33
2.4.2.1. Autosurveillance des postes de refoulement	33
2.4.2.2. Sécurité.....	33
2.4.3. Station de traitement d'eaux usées.....	33
ANNEXES.....	34

1. COMMENTAIRES GENERAUX

1.1.Présentation générale du service

1.1.1. Description

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX assure pour votre commune la Collecte, le transfert et le traitement des eaux usées.

Le Service assuré concerne :

- 669 clients assujettis;
- 78 474 m³ facturés ;
- 8,8 km de réseaux de collecte gravitaire ;
- 2,5 km de réseaux de refoulement ;
- 4 postes de relèvement ;
- 1 station d'épuration :
 - Bourg (5 000 éq.hab) ;

Le personnel qui assure la collecte et le traitement des eaux usées des 3 463 habitants de la Commune (recensement 1999), bénéficie du soutien logistique du Siège Social de la Société Martiniquaise des Eaux.

1.1.2. Présentation de la Société Martiniquaise des Eaux

• Présentation générale de la SME :

La SOCIETE MARTINICAISE DES EAUX a été créée en 1977 ; elle intervient dans les domaines de la production et de la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux résiduaires, l'expertise et le conseil aux maîtres d'ouvrages dans ses domaines de compétences.

La SME assure le service de l'eau pour 23 communes à travers 2 syndicats :

- les 16 communes du SICSM (Syndicat Intercommunal du Centre et du sud de la Martinique),
- la gestion du service de l'eau sur les communes du Lamentin et de Saint Joseph se fait à travers le syndicat mixte SICSM/CACEM ;
- les 7 communes du SCCCNO (Syndicat des Communes de la Côte Caraïbe Nord Ouest).

Elle assure également le service de l'assainissement sur le périmètre du SICSM, du SCCCNO et la ville du Lamentin en relation avec la CACEM.

Les ressources humaines, financières et techniques de la SME lui confèrent le rôle d'un acteur économique de premier plan en Martinique. Et de par ses liens avec les groupes SUEZ-LYONNAISE DES EAUX et VEOLIA-EAU, la société peut accéder aux moyens de ces deux grands groupes français, réputés pour leur expérience dans les métiers de l'eau et l'assainissement, leur expertise technique, leur solidité économique et leur stabilité financière.

- **Moyens en personnel :**

L'effectif de la SME est de 176 agents, caractérisé par une compétence forte, basée sur la formation ou l'expérience, acquise au sein de l'entreprise, ou auprès d'entreprises du même secteur d'activité en métropole.

La SME développe la compétence de son personnel en maintenant un effort tout particulier sur la formation interne. Le pourcentage de la masse salariale consacré à la formation est ainsi trois fois plus important que le taux légal et prend en compte l'ensemble des dimensions utiles à l'exercice d'un métier efficace et respectueux des exigences des clients (technologies nouvelles, reporting contractuel et réglementaire, management, communication....).

Les agents sont répartis en niveau de qualification comme suit :

Ouvriers – employés :	135
Agents de maîtrise :	34
Cadres :	7

- **Organisation interne :**

La SME est organisée par métiers et par secteurs géographiques.

Son siège social est situé à Place d'Armes au Lamentin. Il y accueille tous les services centraux liés à : l'activité clientèle, la comptabilité, les ressources humaines, le service informatique, le service de management de la Qualité, l'ensemble des moyens transversaux de support technique (eau potable et assainissement), les postes centraux de télégestion, ainsi que la direction de la société.

L'exploitation des services de l'eau potable et de l'assainissement, ainsi que l'accueil client lié à ces activités sont décentralisés dans les secteurs géographiques présentés ci-après. Cette organisation des activités de la société n'a pas connu de modifications en 2007 et le statut du personnel est resté inchangé.

- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'eau potable (affermage) :**

- 3 usines de traitement d'eau, 4 captages de sources et 2 forages,
- 185 réservoirs de stockage,
- 85 stations de pompage,
- 18 millions de m³ produits par an,
- plus de 2 100 km de réseau d'eau potable.

- **Les ouvrages confiés à la SME pour le service de l'Assainissement (affermages et prestations complètes) :**

- 75 stations d'épuration d'eaux usées représentant une capacité théorique de 169 000 équivalents-habitants,
- 186 postes de relevage,
- 6,5 millions de m³ épurés par an,
- 382 km de réseau d'assainissement.

1.1.3. La qualité de service

1.1.3.1. La démarche qualité de la SME

L'évolution du marché et l'ambition de la SME de toujours satisfaire ses clients (collectivités, abonnés et consommateurs), l'ont conduite à entreprendre dès 1999 une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses produits et services.

Depuis juin 2005, la SME est certifiée ISO 9001 pour la totalité de ses activités sur l'ensemble de son périmètre :

- la production et la distribution d'eau potable,
- la gestion administrative des clients,
- la collecte et le traitement des eaux usées,
- l'entretien et l'inspection des réseaux.

La politique d'entreprise définit différents axes :

- ***Inscrire l'entreprise dans une démarche d'amélioration continue afin d'assurer la pérennité de notre développement commercial,***
- ***Anticiper et satisfaire les attentes des clients, mériter leur confiance,***
- ***Améliorer l'image de l'entreprise.***

L'ensemble des agents de la SME est mobilisé sur ces axes d'amélioration par la déclinaison d'objectifs opérationnels individuels et des ressources importantes ont été mises en place afin d'obtenir l'adhésion de tous à cette démarche Qualité.

Le système Qualité en place est évalué, en interne, par une équipe d'auditeurs internes préalablement formés, et en externe par l'organisme AFNOR Certification.

L'ensemble de ces évaluations démontre que le système de management de la Qualité de la SME répond bien aux exigences de la norme ISO 9001 version 2000 et met en avant les fondations solides liées à la construction progressive du système Qualité, l'expérience acquise par la SME dans son environnement professionnel et la forte implication et l'appropriation du système Qualité par le personnel. En avril 2007, la SME a renouvelé pour la seconde fois, son certificat ISO 9001 valable jusqu'à juin 2010.

1.1.3.2. Le baromètre satisfaction clients

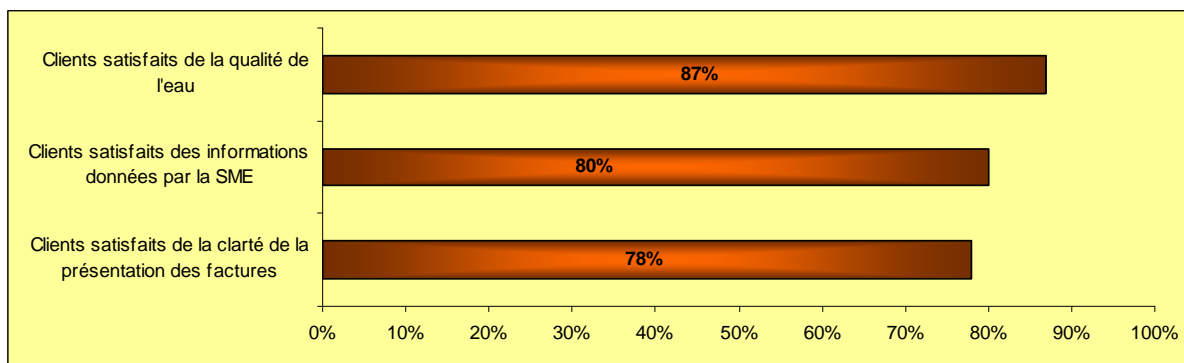
Depuis 2000, la SME lance un baromètre annuel de satisfaction clients pour mesurer l'appréciation de ses clients sur ses prestations et connaître leurs attentes.

Cette opération permet entre autres de positionner la SME pour la qualité des prestations fournies par rapport :

- à six autres opérateurs de services en Martinique (EDF, Télécom, CAF...) ;
- depuis 2006 aux autres distributeurs d'eau de la Martinique.

En 2008, l'enquête a été réalisée par l'institut de sondage LH2Dom durant le mois de décembre 2008.

On peut retenir les résultats suivants :



La SME maintient sa position de leader avec un pourcentage de satisfaction globale de 85% par rapport à ODISSY et SAUR/SMDS respectivement 83% et 84%.

1.1.3.3. La qualité de l'eau et des prestations

Les résultats de l'autocontrôle pour l'année 2008 sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :

STATION	BOURG (5 000 EH)
Nombre de bilans effectués	12
Nombre de bilans dépassant la charge de référence	0
ANALYSES CONFORMES	
DBO ₅	12
DCO	12
MES	10
NK	12
Pt	-
Nombre de bilans conformes	10
% de conformité	83%

- *STATION DU BOURG*

En 2008, les travaux d'équipement en préleveurs fixes d'eau brute et d'eau traitée ont été réalisés conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994 pour les stations de traitement d'eaux d'une capacité supérieure à 2000 équivalent habitants. La réception de ces travaux est à finaliser en 2009.

L'arrêté du 22 juin 2007 (tableau n°6) intègre la notion de non-conformité des bilans de la manière suivante :

Nombre d'échantillons dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conforme	Nombre d'échantillons dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conforme
4 - 7	1	54 - 67	6
8 - 16	2	68 - 81	7
17 - 28	3	82 - 95	8
29 - 40	4	96 - 110	9
41 - 53	5	111 - 125	10

L'application de cette règle conduit à déclarer :

La station des ANSES D'ARLET : CONFORME

Rappel des seuils pris en compte pour le calcul de la conformité :

PARAMETRES	STATION DU BOURG DES ANSES D'ARLET	
	Concentration - (mg/l)	Rendement - (%)
DBO ₅	25	70 %
DCO	125	75 %
MES	35	90 %
NK	15	70 %

D'autre part la fréquence des prélèvements après la mise en place des équipements réglementaires devra être effectuée conformément au tableau suivant :

Paramètres	Nombre de mesures par an
Débit	365
MES	12
DCO	12
DBO ₅	12
NK	4
NH ₄	-
NO ₃	-
NO ₂	-
Siccité des boues évacuées	4

1.1.3.4. Le service client

Tous les clients peuvent se présenter dans les bureaux du délégataire à l'adresse suivante :

Société Martiniquaise des Eaux
Z.I. Place d'Armes
LE LAMENTIN

Aux heures d'ouverture suivantes :

- ▶ 7h45 – 12h30, les lundis, mercredis et vendredis
- ▶ 7h45 – 12h30 et 13h45 – 17h00, les mardis et jeudis

Le service d'astreinte de la SME permet de répondre à toutes les urgences, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Le numéro de téléphone en dehors des heures ouvrées est le 05 96 56 99 20.

Information de la Clientèle

Le « client-consommateur » réclame une information plus régulière et une plus grande transparence sur la qualité et le prix de l'eau. La SME contribue naturellement à ces réponses avec une action de communication très ouverte, structurée et régulière.

En 2008, les actions de communication suivantes ont été réalisées :

- accueil des écoles, informations, visites des installations,
- généralisation de la lettre d'information « L'Echo des Eaux » relative à la qualité du produit et du service, jointe à l'ensemble des factures des clients de la SME,
- participation à des réunions publiques ou privées (associations de consommateurs), notamment à la demande des associations pour expliquer encore d'avantage la facturation et les bonnes pratiques en matière de consommation d'eau,
- participation à des émissions radio et télévision,
- envoi aux abonnés de factures au format recto-verso. Cette facture présente l'historique des consommations, des messages personnalisés, et une plus grande lisibilité des prestations facturées,
- courrier d'information aux clients ayant opté pour le prélèvement échelonné pour leur préciser les nouvelles règles (du type de celles des impôts),
- envoi avec les factures des fiches éditées par la DSDS sur la qualité de l'eau de distribution publique,
- disponibilité d'informations très détaillées sur notre Société, nos services, notre métier, etc., sur notre site Internet : www.martiniquaisedeseaux.com.

Une démarche de progrès

La SME va poursuivre ses actions d'amélioration de l'accueil et du service à la Clientèle.

* Amélioration de l'accueil téléphonique

Nous avons engagé, avec notre prestataire en téléphonie, une démarche complète pour tracer l'ensemble des appels téléphoniques que nous recevons en quantité, par personne et par plage horaire.

* Mise en place de nouveaux moyens de paiement : Carte Bancaire, Télépaiement VAD et Borne Interactive de Paiement

L'amélioration de notre offre en moyens de paiement a fait partie de nos priorités dès 2005. C'est une demande forte de la part des clients. La carte bancaire nous était régulièrement demandée au travers de la boîte à suggestions (boîte de libre expression des clients sur leurs attentes vis-à-vis de la SME), dans les courriers et dans les sondages IPSOS (demande faite par 31% des clients sondés). Le télépaiement est également une demande formulée par 11% de nos clients sondés.

a/ La Carte Bancaire

La mise en place du paiement par carte bancaire répond à une demande forte de la clientèle. Ce nouveau mode de paiement a été mis en place en novembre 2005 à la caisse du Siège Place d'Armes.

b/ La Borne Interactive de Paiement (B.I.P.)

Nous prévoyons un investissement au titre d'une B.I.P. pour la clientèle. C'est un automate extérieur qui permet le règlement des factures d'eau, par espèce ou carte bancaire, avec délivrance d'un reçu. Cet appareil, grâce à une aide vocale, est utilisable par tout public. L'avantage pour les clients est la possibilité de régler sa facture à notre agence principale en dehors des heures d'ouverture. Dans le cas d'un afflux ponctuel de clients à la caisse, c'est également une solution qui permet de limiter le délai d'attente et donc d'améliorer la qualité de service.

Cet investissement programmé devra s'inscrire dans la refonte complète de « l'accueil Clientèle » qui ne répond plus entièrement à l'attente des abonnés et de la SME.

c/ Le télépaiement :

Dans l'attente d'un paiement via Internet, nous relançons nos études sur le télépaiement VAD (Vente à Distance) par carte bancaire. Cette option permet à un client sur simple appel téléphonique de régler sa facture d'eau par téléphone en nous indiquant ses références clients et ses coordonnées de carte bancaire. La transaction est assurée par notre banque. Il y a un gain de temps pour le client (pas de déplacement), appréciable également lorsque ce dernier a oublié le règlement de sa facture.

* Réaménagement des locaux d'accueil Clientèle pour offrir plus de confort et de confidentialité aux clients se rendant dans nos locaux

Fin 2004, nous avons transféré le service d'accueil téléphonique de notre siège Place d'Armes, de la partie accueil physique vers la partie back-office, et complété le standard d'un deuxième poste. Ces aménagements concourent à améliorer la qualité de l'accueil téléphonique.

Concernant l'accueil physique, et afin de garantir un meilleur confort aux clients se rendant dans nos locaux, nous avons engagé en 2006 une première phase d'études sur un meilleur agencement des bureaux de Place d'Armes permettant de répondre aux améliorations souhaitées : espaces individualisés pour respect de la confidentialité, meilleure signalisation des files d'attente à l'accueil, installation de la B.I.P., meilleure sécurisation des locaux, etc.

1.1.4. Evolution de la réglementation

□ Principales évolutions du cadre réglementaire dans le domaine de l'assainissement en 2008 :

> Fonds de solidarité en cas de catastrophe naturelle

Décret n° 2008-843 du 25 août 2008 relatif au Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des catastrophes naturelles. Arrêté du 16 septembre 2008 relatif au Fonds de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des catastrophes naturelles.

Des aides exceptionnelles peuvent être accordées pour réparer les dégâts causés par des événements climatiques ou géologiques graves, notamment aux digues, réseaux de distribution et d'assainissement de l'eau, stations d'épuration et de relevage des eaux, appartenant aux collectivités locales, et dont les dégâts sont compris entre 150 000 et 4 000 000 euros HT.

Le montant maximal du concours est au plus égal à 40% du montant des réparations.

> Aides publiques et mode de gestion des services publics

TA Pau, 8 avril 2008, Fédération professionnelle des entreprises de l'eau et Préfet des Landes, n°s 070 1422 et 070 1434.

Le Tribunal administratif de Pau a annulé deux délibérations du Conseil Général des Landes par lesquelles ce dernier accordait des aides en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement aux seules communes rurales gérant en régie ces services publics.

Le juge a ainsi sanctionné l'entrave à la liberté de choix du mode de gestion de leur service public par les collectivités bénéficiaires.

> Délimitation des zones humides

Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. Circulaire du 25 juin 2008 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L.214-7 et R.211-108 du code de l'environnement (non publiée).

La police de l'eau peut délimiter des zones humides afin d'éviter leur dégradation liée notamment à des conflits locaux d'intérêt ou d'usages. L'incidence des installations classées pour la protection de l'environnement sur les zones humides est également prise en compte par la police des ICPE.

> Normes de Qualité Environnementale pour l'eau

Directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant ou abrogeant certaines directives

Une nouvelle directive fixe les niveaux de NQE à ne pas dépasser pour 43 substances chimiques dites « prioritaires » (pesticides, métaux lourds) présentant un risque significatif pour l'environnement ou la santé. La liste de substances prioritaires de l'annexe X de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) est modifiée. Certaines substances pourront être classées en « substances dangereuses prioritaires » sur proposition de la Commission.

Par rapport à une année de référence choisie entre 2008 et 2010, les Etats membres devront démontrer d'ici 2018 les progrès réalisés en matière d'émissions, de rejets et de pertes de ces substances.

Les Etats membres doivent transposer cette directive au plus tard le 13 juillet 2010.

Autres textes

Circulaire du 11 janvier 2008 relative à la consultation du public en 2008 sur les projets de SDAGE, le rapport environnemental et le programme de mesures qui y sont attachés (non publiée).

Circulaire n°6/DE du 15 février 2008 relative à l'application des redevances prévues aux articles L.213-10-1 et suivants du code de l'environnement.

Décret n°2008-171 du 22 février 2008 relatif au seuil prévu par le code général des collectivités territoriales concernant certaines dispositions applicables aux marchés publics et accords-cadres.

Arrêté du 12 mars 2008 et Arrêté du 22 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 15 mai 2007 relatif à la représentation des collectivités territoriales et des usagers aux comités de bassin.

Décret n° 2008-283 du 25 mars 2008 relatif aux frayères et aux zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole et modifiant le code de l'environnement.

Circulaire du 26 mars 2008 relative aux modalités de mise en œuvre du 4ème programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive n°91/676/CEE du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates » (non publiée).

Avis relatif à une consultation du public sur l'eau (JO du 28 mars 2008).

Circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux (non publiée), en application du décret n°2007-1313 du 10 août 2007.

Arrêté du 30 juin 2008 approuvant la convention type relative à la coopération de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) avec les directions régionales de l'environnement.

Arrêté du 2 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (contrôle périodique des installations de combustion soumises à déclaration)

Arrêté du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°1138 (précisions sur le dossier de déclaration des installations d'emploi ou stockage de chlore soumises à déclaration)

Décret n° 2008-1346 du 17 décembre 2008 relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges.

Par ailleurs, une série de décrets a été publiée à fin de l'année 2008 concernant les marchés publics (dématérialisation des procédures, plan de relance économique, relèvement de certains seuils, délai de paiement)

1.1.5. Orientation pour l'avenir

1.1.5.1. Schéma Directeur de Zonage Assainissement

Le SICSM a lancé l'étude du Schéma Directeur de Zonage Assainissement au 1^{er} trimestre 2007.

Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants :

- Définir la stratégie générale de développement du SICSM sur 15 ans avec les aspects juridiques, techniques et financiers
- Déterminer les extensions et les intégrations de réseaux, la construction et la réhabilitation des stations
- Etudier la protection de l'environnement, la lutte contre l'H₂S, la sensibilité des milieux, le choix technique des investissements et d'exploitation, les centres de traitement des matières de vidange et des boues, la pollution diffuse, les filières d'élimination des sous-produits et la réutilisation des eaux épurées en agriculture

1.1.5.2. Réhabilitation des stations d'épuration

Le SICSM a lancé les études en vue de la modernisation complète de cette installation. De nombreux échanges ont eu lieu en 2008 sur cette question et les propositions sont attendues en 2009.

1.1.5.3. Réhabilitation des réseaux

Les travaux de restructuration du réseau et de réhabilitation du poste Touristique sont terminés. Nous sommes dans l'attente du dossier technique complet de cette opération.

Les travaux de réhabilitation du réseau de collecte du poste Coin des Pères sous maîtrise d'ouvrage de la commune des Anses d'Arlet sont en cours mais nécessitent un contrôle a posteriori de nos services pour réceptionner cette opération.

1.1.5.4. Le devenir des boues de stations de traitement d'eaux usées

Le décret du 8 décembre 1997 fixe les conditions de l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées sur les sols agricoles ou forestiers, ainsi que pour la revégétalisation. L'arrêté du 8 janvier 1998 précise les prescriptions techniques applicables à l'épandage en agriculture.

Les grandes lignes de cette réglementation sont les suivantes :

- Le producteur de boues est responsable de la filière épandage et de son suivi (organisation et encadrement).
- Une filière réglementée et contrôlée par l'Etat (article 9 du décret) ;
- Les boues ont le caractère de déchet et doivent être traitées en conséquence ;
- La qualité des boues doit assurer leur innocuité. Elles doivent être stabilisées et hygiénisées (article 7 du décret) ;
- Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues doit être prévue pour pallier tout empêchement temporaire de se conformer aux dispositions du présent décret (article 8 du décret) ;
- La traçabilité des opérations doit être assurée (article 9 du décret) ;

- Le stockage ne doit pas engendrer de pollutions et de nuisances article 9 du décret, et article 5 de l'arrêté) ;
- Délais d'application de 2 à 3 ans, ou immédiatement s'il n'existe pas de plan d'épandage (article 22 du décret).

La situation actuelle est difficile à gérer pour les collectivités et les exploitants.

Le seul exutoire existant à ce jour est la décharge de la Trompeuse, site qui normalement doit être fermé à partir de 2008.

Concernant la filière agricole, la pression de l'opinion publique et le décret précédent rendent impossible l'épandage de boues non stabilisées et non hygiénisées.

La profession agricole devient de plus en plus sensible aux épandages de boues brutes, même s'ils sont réalisés selon les règles de l'art. De plus, certains stockages autorisés engendrent des odeurs, ce qui provoque des réactions virulentes de riverains parfois relayés par la presse et des associations de protection de l'environnement.

Les principes à retenir sont : réduire les volumes sur site, disposer d'une filière pérenne et de solutions alternatives pour des tailles de stations différentes, et veiller à la cohérence au niveau départemental.

• CAS DE LA STATION DE LA COMMUNE DES ANSES D'ARLET

La filière de traitement des boues est composée d'une déshydratation par filtre bande. Un chaulage serait à mettre en place afin de compléter la filière et de répondre aux contraintes réglementaires.

Le devenir des boues consiste actuellement en une mise en décharge, déclarée, mais non autorisée à ce jour.

La filière actuelle est fragile en plusieurs points :

- interdiction au 1^{er} juillet 2002 de la mise en décharge des déchets non ultimes ;
- une seule décharge fragile à Fort-de-France qui devrait normalement fermer ses portes en 2008

A ce jour, 3 solutions sont en cours d'étude de faisabilité pour l'élimination des boues en Martinique. Certaines d'entre elles pourraient être complémentaires afin de traiter l'ensemble des boues produites sur le département:

1) Usine de compostage des boues au Lamentin

Le projet consisterait à la réalisation d'un investissement privé porté par 2 acteurs qui seraient pleinement impliqués dans la filière d'élimination des boues :

- la SME en tant que producteur de boue
- le Lareinty en tant qu'utilisateur du compost produit en agriculture (cannes à sucre, bananes)

L'étude de ce projet est bien avancée avec un montant d'investissement défini, des sources de subventions identifiées, un process déterminé et un terrain localisé.

Les atouts principaux de ce projet sont :

- une solution rustique et fiable

- une excellente qualité des boues permettant une valorisation agricole
- un co-produit (palette broyée) en abondance localement et non traité chimiquement
- une réduction significative de l'utilisation des engrais chimiques pour les terres cultivées avec épandage de compost
- un débouché garanti en agriculture pour le compost
- une maîtrise du foncier pour le projet et une situation géographique permettant des économies de transport des boues et du compost
- une réalisation rapide de l'usine (mise en service possible au 1^{er} semestre 2011)

2) Le Centre de Valorisation Organique du Robert (CVO)

Le CVO produit actuellement du compost à partir de déchets fermentescibles issus de la collecte sélective des ordures ménagères et des déchets verts. Une étude est en cours pour la faisabilité de l'admission de boues d'épuration dans l'usine en vue de la fabrication d'un compost utilisable en agriculture.

3) Four à biomasse (CACEM)

La CACEM souhaite étudier une solution d'élimination des boues après passage sur un four à biomasse (incinération des déchets verts pour séchage des boues) et incinération des boues séchées dans les fours d'OM existants.

1.1.5.5. L'assainissement non collectif

L'assainissement non collectif n'est pas inclus dans le contrat d'affermage de la SME.

Les informations ci-après sont données à titre indicatif au SICSM qui a pris la compétence dans ce domaine.

La loi n° 2006-1172 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques a modifié l'arrêté de mai 1996 comme suit.

Les communes assurent le contrôle des installations. Cette mission est effectuée soit par une vérification de la conformité de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant si nécessaire une liste de travaux à effectuer dans un délai de 4 ans

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations, qui doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012. Les modalités de vérification de la conformité et de réalisation des diagnostics seront définies par un arrêté interministériel.

Les communes peuvent à la demande du propriétaire assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations. Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation.

Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif est joint au dossier de diagnostic technique prévu par le code de la construction et de l'habitation.

L'ensemble des prestations de collecte et d'épuration doivent en tout état de cause être assurées au plus tard au 31 décembre 2020.

1.1.6. Les faits marquants 2008

- Réalisation des travaux de restructuration du réseau et de réhabilitation du poste Touristique
- Travaux en cours de réhabilitation du réseau de collecte du poste Coin des Pères sous maîtrise d'ouvrage de la commune des Anses d'Arlet

1.1.7. Indicateurs techniques

1.1.7.1. *Indicateurs de performance*

DOMAINE	N°	INDICATEUR	Station du Bourg
<i>Continuité de la collecte</i>	1	Taux de curage curatif.	1,49
<i>Dépollution et traitement</i>	2	Taux de conformité des rejets d'épuration.	83%
	3	Indices de conformité réglementaire des rejets.	1
<i>Gestion durable du patrimoine</i>	4	Politique patrimoniale (réseau)	20%
<i>Gestion des boues</i>	5	Taux de boues évacuées selon une filière pérennisée	0%

1 – Taux de curage curatif

Unité : Nb / 1 000 abonnés

Définition : (nombre total d'interventions de curage curatif sur réseaux et branchements (hors avaloirs) / nombre d'abonnés) x 1 000

2– Taux de conformité des rejets d'épuration

Unité : %

Définition : Nombre de bilans conformes / nombre de bilans réalisés dans l'année.

Un bilan est considéré comme non conforme dès lors qu'un paramètre dépasse les seuils fixés par l'arrêté préfectoral.

3 – Indices de conformités réglementaires des rejets

Unités : 2 notes comprises entre 0 et 1 chacune.

Définition :

- conformité à la Directive européenne ERU et au décret de transposition
oui : 1 / non : 0
- conformité à l'arrêté préfectoral (s'il existe)
oui : 1 / non : 0

4 – Politique patrimoniale (réseau assainissement)

Unité : %

Définition : un indice de 0 à 100 % est attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau et selon le degré d'avancement de la politique patrimoniale.

0 % : absence de plan du réseau ou plans incomplets.

20 % : informations topographiques complètes sur le réseau (plan mis à jour), localisation des ouvrages annexes (déversoirs d'orage, ...) mais autres informations incomplètes.

40 % : informations topographiques complètes (plan mis à jour) accompagnées de descriptions détaillées de chaque tronçon (section, matériau, année de pose), mais autres informations incomplètes.

60 % : informations topographiques complètes sur le réseau (plan mis à jour, descriptions détaillées de chaque tronçon indiquant le section, le matériau et l'année de pose, localisation des "points noirs" (défauts structurels), des dysfonctionnements (débordements) et localisation des interventions (curage curatif, travaux de réhabilitation).

80 % : informations complètes sur le réseau, comprenant un descriptif complet et la localisation des interventions (voir ci-dessus) et existence d'un plan pluriannuel de réhabilitation.

100 % : informations complètes sur le réseau, comprenant un descriptif complet, la localisation des interventions (voir ci-dessus) et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de réhabilitation.

5 – Taux de boues évacuées selon une filière pérennisée

Unité : %

Définition : TMS de boues admises par une filière pérennisée / TMS totale de boues produites.

Les filières suivantes sont considérées comme pérennisées :

Epandage : Plan d'épandage + déclaration de transport.

Décharge : Siccité supérieure à 30 % + déclaration de transport.

Incinération : Autorisation d'exploitation du gestionnaire de l'usine + déclaration de transport.

Compostage : Déclaration d'exploitation ou autorisation si production supérieur à 10 000 t/an.

1.1.7.2. Usagers assainissement collectif

• NOMBRE D'USAGERS – VOLUMES ASSUJETTIS

ANNEES	2005	2006	2007	2008
Nombre d'assujettis (u)	547	553	566	669
Volumes assujettis (m ³)	77 455	80 324	78 703	78 474

1.1.7.3. Assainissement non collectif

Le contexte réglementaire a été rappelé dans le paragraphe 1.1.4 3 « Problématique de l'assainissement non collectif ».

Nous ne disposons pas de données actuellement sur le nombre de logements concernés par l'assainissement non collectif.

1.1.7.4. Réseaux et postes de refoulement

1.1.7.4.1. Descriptif patrimonial

Réseau		2004	2005	2006	2008
linéaire gravitaire	<i>m</i>	8,3	8,3	8,3	8,3
linéaire refoulement	<i>m</i>	2,5	2,5	2,5	2,5
nombre de postes	<i>u</i>	4	4	4	4
nombre de regards	<i>u</i>	248	248	248	248
nombre de pompes	<i>u</i>	8	8	8	8
puissance totale installée	<i>kW</i>	23	23	23	23

▪ Réseaux du Bourg

Le PR Batterie pourrait être supprimé depuis les modifications entreprises par la commune dans la zone environnante de cette installation.

1.1.7.4.2. Fonctionnement des réseaux

Type d'intervention	2008
Désobstruction (u)	1
Curage (ml)	900
Inspection télévisée	-
Test à la fumée (nombre de branchements)	-
Réparation sur canalisation (u)	-
Réparation sur branchements (u)	-

1.1.7.4.3. Fonctionnement des postes de refoulement

Le tableau ci-dessous synthétise les temps de fonctionnement et des consommations électriques annuelles pour les postes de refoulement de la commune des Anses d'Arlet.

POSTE DE REFOULEMENT	FONCTIONNEMENT ANNUEL (h/an)	VOLUMES (m ³ /an)	CONSOMMATION E.D.F (kWh/an)
Poste de Grand Anse	1 487	44 610	9 153
Poste de Batterie	887	17 740	982
Poste du Bourg	2 344	105 480	4 201
Poste Coin des Pères	1 801	46 826	1 646
Poste Touristique	8 201	820 100	Rattachée à la station
TOTAL ANSES D'ARLET	14 720	1 034 756	15 982

*1.1.7.5. Fonctionnement des stations de traitement d'eaux usées**1.1.7.5.1. Descriptif patrimoniale*

Stations de traitement		2005	2006	2007	2008
nombre	<i>u</i>	1	1	1	1
capacité totale	<i>éq.hab.</i>	5 000	5 000	5 000	5 000
puissance totale installée	<i>kW</i>	66	66	66	66

1.1.7.5.2. Fonctionnement des stations

Le tableau ci-dessous synthétise le volume traité et les consommations électriques annuelles pour la station d'épuration de la commune.

STATION DEPURATION	VOLUME TRAITE (m ³ /an)	CONSOMMATION E.D.F. (kWh/an)
Bourg*	820 100	186 268
TOTAL ANSES D'ARLET	820 100	186 268

* : débit estimé à partir du poste Touristique

Rappels des rapports précédents : un certain nombre de dispositions réglementaires relatives à cette installation n'ont pas été finalisées (analyse environnementale etc...). L'arrêté préfectoral pour cette installation n'est donc pas encore respecté.

► Taux de charge des stations

PARAMETRES	STATION DU BOURG DES ANSES D'ARLET <i>Taux de charge</i>
Débit	228 %
DBO ₅	305 %
DCO	228 %
MES	142 %
NK	206 %
Pt	85 %

Le taux de charge ci-dessus est à prendre avec précaution car le débit pris en compte est celui du poste Touristique en amont qui est une valeur estimée.

1.2. Indicateurs financiers

1.2.1. Tarifs

Commune des Anses d'Arlet

Tarif au 2^{ème} semestre 2008

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES

K connu au 01/07/08 : 1,3004

Prix de base exprimé en valeur 01 novembre 1999

Nature	Part du délégataire		Part de la Collectivité
	prix de base	prix actualisé	
Tous usagers			
Prime fixe semestrielle	26,68	34,70	
Consommation	0,6814	0,8861	0,33

TAXES et REDEVANCES pour les organismes publics

	prix	Destinataires
Redevance Modernisation Collecte TVA	0,05 2,10%	ODE Trésor public

1.2.2. Prix de l'eau

Facture d'un client ayant consommé 120 m³ établie sur la base des tarifs du 2^{ème} semestre 2008					
	M ³	Prix unitaire 2008	Montant 2008	Montant 2007	Evolution 2008/2007
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES					
Part du délégataire					
Abonnement annuel		34,70	69,40	66,88	3,8%
Consommation	120	0,8861	106,33	102,49	3,7%
Part de la Collectivité					
Abonnement annuel					
Consommation	120	0,33	39,60	39,60	0,0%
Organismes publics					
Redevance Modernisation Collecte	120	0,05	6,00		
TVA à 2,1 %			4,65	4,39	5,9%
Sous-total TTC assainissement			225,98	213,36	5,9%
Soit le m3 TTC hors abonnement			1,29	1,21	6,7%

Mise en place de la redevance Modernisation des Réseaux de Collecte au 1^{er} janvier 2008

Commune des Anses d'Arlet

RESEAU DU BOURG

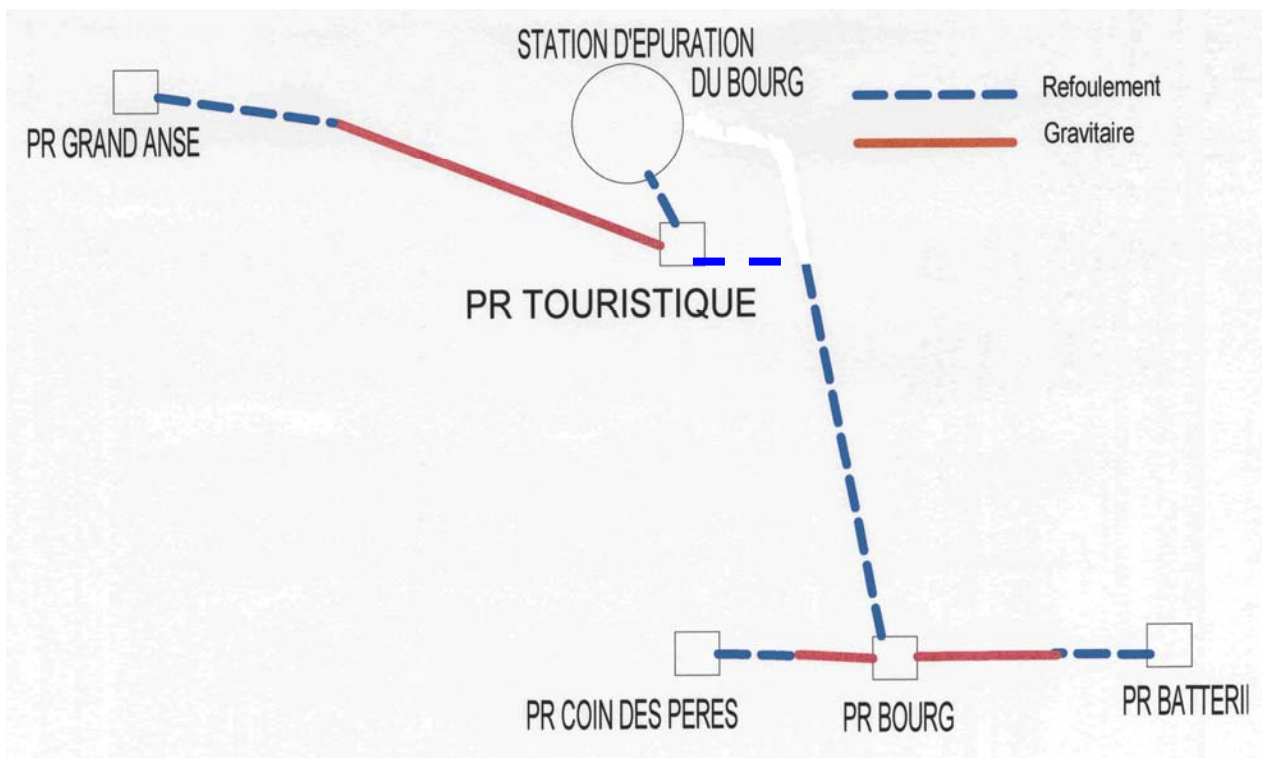


STATION D'EAUX USEES DU BOURG.

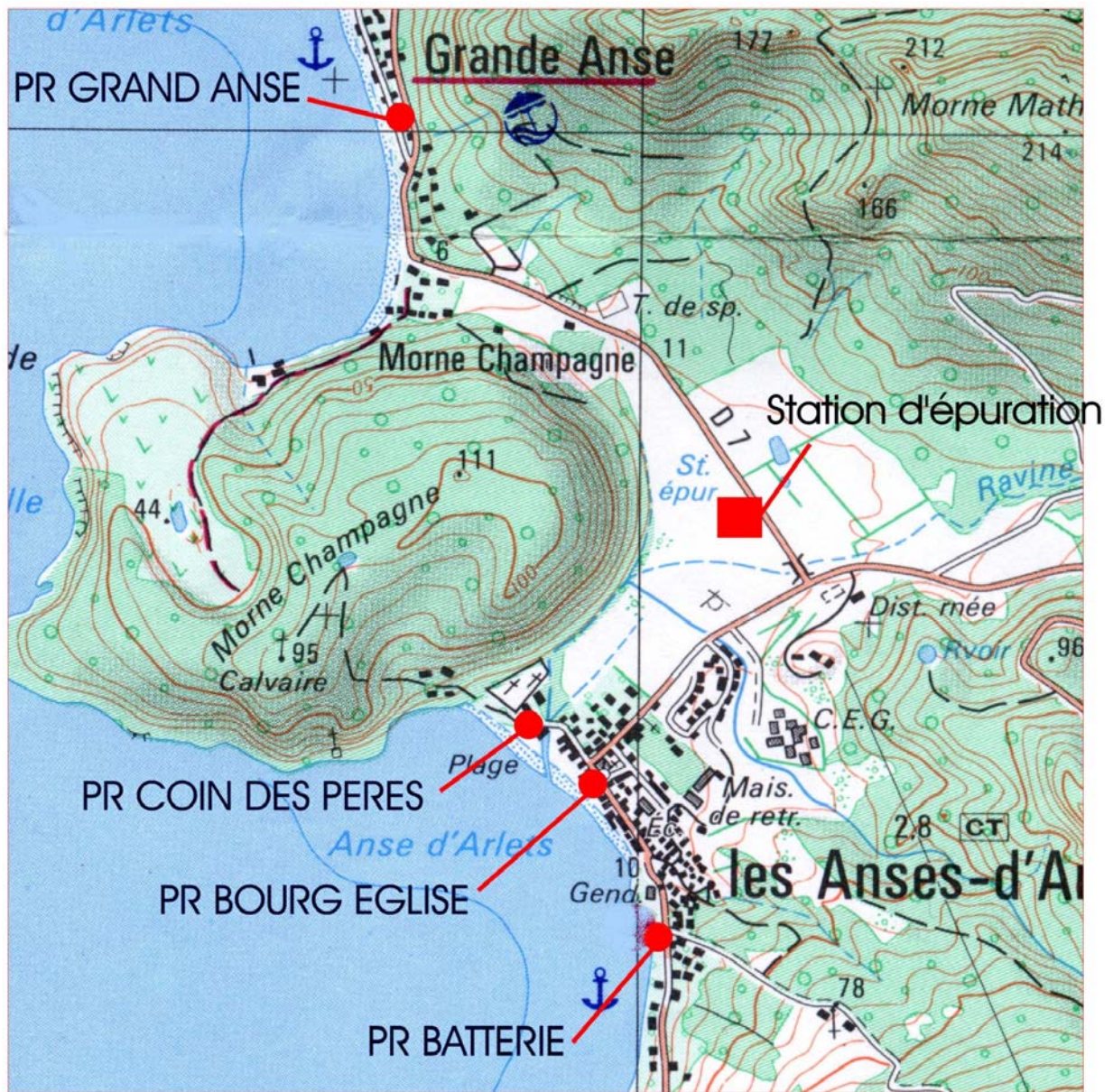
2. RESEAU DU BOURG

2.1. Schéma d'ensemble

2.1.1. Principe de fonctionnement



2.1.2. Localisation



2.2. Inventaire des ouvrages

2.2.1. Réseaux de collecte

Linéaires des réseaux (ml)	U	Janvier 2008	U	Réceptionné en 2008	U	Janvier 2009
Réseau Batterie						
Diamètre 200 gravitaire		700				700
Diamètre 75 refoulement		150				150
Nombre de regards	10				10	
Total		850				850
Réseau Bourg						
Diamètre 200 gravitaire		4 400				4 400
Diamètre 125 refoulement		1 500				1 500
Nombre de regards	149				149	
Total		5 900				5 900
Réseau Coin des Pères						
Diamètre 200 gravitaire		250				250
Diamètre 90 refoulement		120				120
Nombre de regards	4				4	
Total		370				370
Réseau Grande Anse						
Diamètre 160 gravitaire		127				127
Diamètre 200 gravitaire		2 500				2 500
Diamètre 125 refoulement		600				600
Nombre de regards	76				76	
Total		3 227				3 227
Réseau Touristique						
Diamètre 200 gravitaire		373				373
Diamètre 125 refoulement		150				150
Nombre de regards	9				9	
Total		523				523
Réseau Station						
Diamètre 200 gravitaire		400				400
Total		400				400
TOTAL REFOULEMENT		2 520				2 520
TOTAL GRAVITAIRE		8 750				8 750
TOTAL GENERAL	248	11 270			248	11 270

1.2.3. Postes de refoulement

DESIGNATION	EQUIPEMENTS	Puissance (kW)	HMT (m)	DEBIT (m ³ /h)	Date d'installation
Poste Batterie					
Pompe 1	Flygt 3041-170 Gringer	1	7	7	1987
Pompe 2	Flygt 3041-170 Gringer	1	7	7	1987
Total		2			
Poste Bourg					
Pompe 1	Flygt CP 3085 HT 252	2	10	26	1998
Pompe 2	KSB amarex 65/210	3	10	40	1995
Total		5			
Poste Coin des Pères					
Pompe 1	Flygt DP 3067 MT 481	1	5	10	1998
Pompe 2	Flygt DP 3067 MT 481	1	5	10	1998
Total		2			
Poste Grande Anse					
Pompe 1	ABS -AFP 0835	7	22	37	2007
Pompe 2	ABS -AFP 0835	7	22	37	2007
Total		14			
Poste Touristique*					
Pompe 1	ABS -AFP 1041 -1	3	7	100	1996
Pompe 2	ABS -AFP 1041 -1	3	7	100	1996
Total		6			
Total Puis. Installée		29			

* Le poste touristique est situé à l'intérieur de la station d'épuration.



Poste de Grand Anse



Poste de Coin des Pères



Poste touristique (relevage dans l'enceinte de la step)

1.2.4. Station de traitement d'eaux usées du Bourg

En 1984 mise en service de la station d'épuration de type lagunage aéré, constituée de trois bassins dont un équipé de trois aérateurs flottants, de capacité nominale équivalente à 1 250 éq.hab.

En 1996, la station d'épuration a été modernisée et sa capacité portée à 5 000 éq.hab.

• CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ACTUELS

TRAITEMENT DES EFFLUENTS			
Equipements	Type	Nombre	Puissance (kW)
Aération	Turbines flottantes Aquefen	4	45,0
Dégrilleur		1	1,6
Dégaisseur-Dessableur			3,1
Recirculation boues	Pompe Flygt	2	4,0
Relèvement eau colature	Pompe Flygt	2	2,4
Divers	éclairage, agitateur, racleur	-	6,0
Filtre à bande	E.M.O.	1	10,0
Total Puissance Installée			72,1

2.3. Fonctionnement des ouvrages

2.3.1. Réseaux du Bourg

Les interventions réalisées sur le réseau sont globalisées au paragraphe 1.1.13.

2.3.2. Postes de refoulement

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m ³ /an)	Journalier (m ³ /j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Poste de Grand Anse	1 487	4,10	44 610	123	9 153	25
Poste de Batterie	887	2,44	17 740	49	982	3
Poste du Bourg	2 344	6,44	105 480	290	4 201	12
Poste Coin des Pères	1 801	4,85	46 826	126	1 646	4
Poste Touristique*	-	-	-	-	-	-

* intégré à la station du bourg

• OPERATIONS PARTICULIERES D'ENTRETIEN

PR Bourg

- Remplacement comptage EDF
- Pose de sonde de niveau

PR Coin des Pères

- Pose de sonde de niveau

PR Grande Anse

- Pose de sonde de niveau

• OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Rien à signaler

* Poste intégré dans la station d'épuration du Bourg

2.3.3. Station de traitement d'eaux usées du Bourg

DESIGNATION	Fonctionnement		Volumes		Consommation E.D.F.	
	Annuel (h/an)	Journalier (h/j)	Annuel (m³/an)	Journalier (m³/j)	Annuelle (kWh/an)	Journalière (kWh/j)
Pompage entrée station	8 201	22,5	820 100	2 253	-	-
Dégrilleur	-	-	-	-		
Aération*	13 980	38,41				
Recirculation	3 382	9,3	358 492	985	-	-
Déshydratation	-	-	-	-	-	-
Extraction boues déshydratées	**	**	**	**		
Energie consommée					186 268	511,70

*Données pour 3 aérateurs.

**Difficulté d'extraction des boues du fait du mauvais fonctionnement du bassin d'aération

- OPERATIONS PARTICULIERES D'ENTRETIEN**

- Remplacement de vérins de la presse
- Diagnostic de l'état de la membrane géotextile en fond de bassin d'aération
- Vidange du décanteur
- Remplacement des roues du pont racleur
- Réparation palier pont racleur
- Installation automate de fonctionnement de la STEP (Travaux SICSM)
- Remplacement des roulements de la presse à boue

- OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT**

- Débitmètre eaux traitées : Coût : 2 k€
- Clôture Coût : 12 k€
- Moteur de turbine d'aération Coût : 1,2 k€

2.4.Limites des ouvrages et projets de renforcements

2.4.1. Réseaux eaux usées

Les difficultés du réseau du bourg sont liées à la vétusté des réseaux de collecte. La réhabilitation du réseau de collecte de coin des pères est en cours et devrait améliorer la situation sous réserve que la conformité des réseaux soit bonne, ce qui n'était pas encore le cas à l'heure de la rédaction de ce document.

2.4.2. Postes de refoulement

• PR Batterie :

Compte tenu des modifications de topographie, le poste Batterie n'est plus nécessaire. Son remplacement par 25 ml de réseau gravitaire permettrait de s'affranchir d'une installation énergétivore et maintenant inutile.

• PR Touristique :

Le PR Touristique a fait l'objet de travaux importants sur sa structure et son redimensionnement a été également pris en compte pour les évolutions majeures sur la STEP

2.4.2.1. Télésurveillance des postes de refoulement

La télésurveillance a été réalisée par la SME dans le cadre du projet global d'équipements de 90 postes et mini-steps. Les postes concernées étaient ceux du Bourg, Coin des pères et Grand Anse.

Il restera au SICSM à équiper le poste Batterie que nous appelons de nos vœux à être supprimé (voir paragraphe précédent).

2.4.2.2.Sécurité

Les postes suivants ne disposent pas de clôture et de dispositif anti-chute :

- Poste GRANDE ANSE ;
- Poste COIN DES PERE ;
- Poste BOURG EGLISE ;
- Poste BATTERIE.

2.4.3. Stations de traitement d'eaux usées

Les études de modernisation de la station sont en cours et devraient permettre de trouver des solutions durables pour cette installation

Annexes

Réseau du Bourg

Fiches récapitulatives de fonctionnement :

- Poste de relèvement du « Bourg »
- Poste de relèvement « Batterie »
- Poste de relèvement « Coin des Pères »
- Poste de relèvement « Grande Anse »
- Station de traitement des eaux usées du Bourg

Bilans d'auto-surveillance de la station du Bourg